Le planteur ne s'appropriait que le produit du travail grossier de quelques manoeuvres ignorants, le propriétaire de terrain choisit dans l'infinie variété des produits du travail manuel ou intellectuel; il peut mettre à son service les muscles, les cerveaux, et même les consciences.

La proportion du travail de l'ouvrier qui va au capitaliste est beaucoup plus grande que celle du travail de l'esclave qui allait au planteur. Et la preuve, c'est que le capitaliste s'enrichit beaucoup plus vite.

XIV

DU DROIT DE PROPRIETE

La terre, l'eau, l'air et la lumière sont des éléments naturels essentiels à la vie. Priver un homme de l'un de ces éléments, c'est le priver du droit de vivre. On n'a pas plus le droit de dire à un homme: Tu ne te poseras nulle part sur un coin du sol, sans me payer tant, qu'on aurait le droit de lui dire: Tu ne rempliras pas tes poumons dans l'atmosphère, tu ne boiras pas à la rivière, ou tu ne laisseras pas pénétrer les rayons du soleil dans ta maison, sans me payer tant.

On a confondu le droit légitime d'exiger une indemnité pour la valeur additionnelle conférée à un lopin de terre par son travail ou son industrie avec le droit de propriété dans le fonds même du sol, et cette confusion a été et est la cause de la plus grande injustice sociale.

La propriété du sol, sous une forme ou sous une autre, a toujours été le moyen le plus efficace employé par les forts pour pressurer les faibles. Au temps de la féodalité, alors que l'agriculture était presque l'unique source de la richesse, les rois et les nobles se partageaient le territoire et obligeaient le peuple à leur payer des rentes pour avoir le privilège de cultiver un morceau de ce territoire. Dans la plupart des pays civilisés on s'est révolté contre ce régime. La rente prélevée sur les travailleurs des villes par les propriétaires de terrains est aussi lourde que la rente seigneuriale d'autrefois. On ne la voit pas, parce qu'au lieu d'être imposée par la force des armes ou les édits d'un roi, elle se cache sous l'apparence de contrats librement consentis. Elle n'en est pas moins réelle. Le loyer représente en moyenne de vingt-cinq à trente-trois pour cent du salaire d'un ouvrier, soit, disons, quinze dollars par mois; dans ce loyer le prix du terrain doit représenter au moins un tiers, soit, cinq dollars par mois; et cet ouvrier paie en outre, dans tout ce qu'il achète, une part des prix fabuleux qu'ont atteint les terrains dans les quartiers commer-